

# Elections de mi-mandat aux États-Unis : la bataille du découpage électoral

Monde

---

Par Pedro Soriano

Avocat

Publié le 10 septembre 2025

Aux États-Unis le « gerrymandering », le redécoupage des circonscriptions avant les élections à la Chambre des représentants est une singularité démocratique. Cette pratique, « exploitée par les membres du Congrès pratiquement depuis la fondation de la République », est aujourd'hui promue par Trump, qui milite pour un redécoupage des circonscriptions en faveur du Parti républicain. Mais, prévient Soriano, le président « devrait se méfier des effets de ce charcutage électoral, compte tenu de l'érosion de la coalition qui l'a porté au pouvoir ». Cet article a tout d'abord été publié en espagnol par notre partenaire Agenda Publica

## **Cet article a tout d'abord été publié en espagnol par notre partenaire Agenda Publica**

Sept mois après le début de la présidence de Donald Trump, ses instincts autoritaires se font de plus en plus sentir. Ces dernières semaines, par exemple, il a décidé de destituer l'une des gouverneurs de la Réserve fédérale, déclenchant une bataille judiciaire, il a envoyé des troupes de la Garde nationale dans la capitale pour lutter contre une vague de criminalité inexistante, il a menacé de faire de même dans d'autres villes – toutes gouvernées, sans surprise, par des démocrates, comme Chicago – et a poursuivi la purge des fonctionnaires impartiaux d'institutions non partisans comme le Bureau fédéral des statistiques et le FBI, poussant à leur remplacement par des courtisans incompetents. Il a également contraint plusieurs pays et l'Union européenne à accepter l'imposition de droits de douane inégaux.

Mais peu de choses illustrent mieux les tendances autocratiques de Trump que la pression qu'il exerce sur les législateurs républicains des États américains. Il les exhorte à redessiner leurs circonscriptions électorales avant les élections de mi-mandat de 2026 , afin d'obtenir un avantage illégitime et de maintenir artificiellement la majorité du Parti républicain à la Chambre des représentants.

Au début de chaque décennie (2000, 2010 et 2020 jusqu'à présent dans ce siècle), les États augmentent ou diminuent leur représentation à la Chambre des représentants fédérale en fonction de l'augmentation ou de la diminution de leur population mesurés par le recensement décennal (le nombre de députés est fixé à 435 depuis plus de cent ans). Même si leur représentation est maintenue, les États sont tenus de redessiner les limites de leurs circonscriptions afin de tenir compte des variations démographiques internes.

Malheureusement, cette pratique a été exploitée par les

membres du Congrès des États et du Congrès fédéral pratiquement depuis la fondation de la République pour définir des circonscriptions électorales garantissant leur réélection ou l'élection de membres du même parti (le nom de cette pratique, *le gerrymandering*, vient de l'un des Pères fondateurs, Elbridge Gerry, qui l'a initiée alors qu'il était gouverneur du Massachusetts). La Cour suprême et le Parlement ont mis un terme à certaines des pratiques les plus manifestement frauduleuses du XXe siècle (circonscriptions manifestement inégales en termes de population et circonscriptions conçues de manière à ce que les minorités – en particulier les électeurs noirs du Sud – ne soient pas effectivement représentées), mais cela n'a pas empêché de nombreux États d'envoyer des délégations unicolores à la Chambre des représentants malgré la présence d'importantes minorités démocrates ou républicaines dans leurs rangs.

En ce sens, il faut dire que même si les deux partis ont recours à cette pratique, les républicains sont davantage coupables que les démocrates : dans les États qui élisent 184 des 435 membres du Congrès, les républicains ont un contrôle absolu sur le processus, tandis que les démocrates ne l'ont que dans les États qui représentent 67 des 435 membres du Congrès. Cela est dû au fait que, ces dernières années, les démocrates ont fait pression, par voie législative ou par référendum, pour que la conception des circonscriptions électorales soit effectuée par des commissions électorales indépendantes, ce à quoi les républicains se sont généralement opposés avec véhémence dans les États qu'ils contrôlent.

Ce désarmement unilatéral des Démocrates les place désormais dans une position très dangereuse face à la pression exercée par Trump sur les États républicains pour qu'ils redessinent leurs circonscriptions électorales, afin de maximiser le nombre de représentants républicains au Congrès dans les États où ils exercent un contrôle absolu. Plus particulièrement, au Texas, Trump a obtenu de l'assemblée législative de l'État

l'approbation de nouvelles cartes qui, dans des circonstances comme celles de 2024, signifieraient qu'une délégation déjà fortement dominée *par le Parti républicain* (25 républicains et 13 démocrates) passerait à 30 républicains et 8 démocrates . Trump souhaite que d'autres États, comme la Floride et le Missouri, procèdent de la même manière.

Face à cela, la base démocrate exige une réponse similaire mais, comme nous l'avons déjà dit, rares sont les États où les Démocrates contrôlent le processus de redécoupage, en raison de leur choix de défendre des commissions électorales indépendantes. Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, dans le cadre de sa campagne officielle pour la présidentielle de 2028, a trouvé une solution « créative » : soumettre à référendum la suppression (en théorie temporaire) de la Commission indépendante de Californie et restituer au parlement démocrate le pouvoir de redessiner les limites des circonscriptions de cet État. La Californie comptant toujours neuf députés républicains, Newsom espère pouvoir créer une carte partisane qui compensera au moins la manœuvre des républicains du Texas.

La grande perdante de toutes ces manœuvres est bien sûr la démocratie, qui voit les résultats des élections massivement faussés, laissant les électeurs partisans non représentés (ou à peine représentés) dans les États où la majorité appartient au parti opposé.

Cependant Trump devra faire attention : étant donné que les sondages montrent que la coalition qui l'a porté au pouvoir en 2024 s'effrite – notamment parmi les électeurs latinos –, soutenir une réforme du redécoupage électoral au Texas (ou en Floride) fondée précisément sur la continuité du soutien de ces électeurs à Trump en 2026 est, à tout le moins, un pari très dangereux pour les Républicains. Ils pourraient donc avoir une très mauvaise surprise en novembre prochain si les latinos favorables à Trump restent chez eux ou votent démocrate,

même dans des circonscriptions qui, sur le papier, semblent aujourd'hui sûres pour le parti Républicain.